



DECLARATION LIMINAIRE CHSCT DU 18/11/2020

Alors que l'épidémie repart peut-être encore plus durement que lors du mois de mars dernier, le nouveau confinement est beaucoup moins contraignant, et donc sera moins efficace.

Le président Macron affirme chaque jour que la priorité du gouvernement est de préserver la santé, néanmoins les décisions prises sont loin d'être à la hauteur.

Dans notre direction, on constate notamment de fortes disparités en matière de télétravail en fonction des services, qui ne sont pas toujours dues au manque de matériel. Ce qui est en totale contradiction avec la circulaire fonction publique, qui indique clairement que depuis le 30/10/2020, le télétravail doit impérativement être mis en place pour cinq jours.

Même si à la CGT, nous ne sommes pas pour un télétravail total qui peut entraîner stress et isolement, nous vous demandons pour la période du confinement, et lorsque l'agent est volontaire, de veiller à ce que les chefs de services accèdent à leur demande, dans le respect de la circulaire du gouvernement.

De même, et afin de protéger les personnels et limiter les déplacements de population, nous demandons que l'accueil physique soit strictement limité, et de privilégier les liaisons téléphoniques.

En dépit du confinement, un grand nombre de personnes se présentent chaque matin à l'accueil des SIP notamment, et ailleurs le flux continue également.

Le guide pour l'évaluation des risques, qui fait l'objet de cette réunion, propose des solutions et des mesures pour préserver la sécurité sanitaire et la santé des agents, encore faudrait-il que tous les moyens nécessaires à sa bonne application soient mis en œuvre.

Enfin, comme si cela ne suffisait pas, pour aggraver le stress des collègues, la DG et notre DDFIP, poursuivent leur politique de désorganisation des services avec l'accélération des réformes NRP, c'est pourquoi nous vous demandons à minima à nouveau et solennellement, compte tenu du contexte sanitaire alarmant, un moratoire sur l'ensemble des réformes.

Les représentantes CGT au CHSCT de Vaucluse